Finance & SwissLeaks : HSBC, les barons de la banque et de la drogue

dimanche 15 février 2015, par TOUSSAINT Éric (Date de rédaction antérieure : 8 février 2015).

Le cas de la banque britannique HSBC constitue un exemple supplémentaire de la doctrine « trop grandes pour être incarcérées ». [1] En 2014, le groupe mondial HSBC employait 260 000 personnes, est présent dans 75 pays et déclare 54 millions de clients. [2] Au cours de la dernière décennie, HSBC a collaboré avec les cartels de la drogue du Mexique et de Colombie, responsables de (dizaines de) milliers d'assassinats avec armes à feu, dans le blanchiment d'argent pour un montant de 881 millions de dollars. [3]

Les relations commerciales de la banque britannique avec les cartels de la drogue ont perduré malgré les dizaines de notifications et d'avertissements de différentes agences gouvernementales des États-Unis (dont l'OCC -Office of the Comptroller of the Currency-). Les bénéfices obtenus ont non seulement conduit HSBC à ignorer les avertissements mais, qui plus est, à ouvrir des guichets spéciaux dans ses locaux à Mexico, où les narcotrafiquants pouvaient déposer des caisses emplies d'argent liquide, pour faciliter le processus de blanchiment. [4] Malgré l'attitude ouvertement provocante de HSBC envers la loi, les conséquences légales de sa collaboration directe avec des organisations criminelles furent pratiquement nulles. En décembre 2012, HSBC dut payer une amende de 1,9 milliard de dollars - soit l'équivalent d'une semaine de recettes de la banque - pour clore l'affaire de blanchiment. Pas un seul dirigeant ou employé n'a fait l'objet de poursuites criminelles, bien que la collaboration avec des organisations terroristes ou la participation à des activités liées au narcotrafic sont passibles de cinq ans de prison. Être dirigeant d'une grande banque donne carte blanche pour faciliter, en toute impunité, le trafic de drogues dures ou d'autres crimes.

L'*International Herald Tribune* (IHT) a mené une enquête pour connaître quels débats avaient eu lieu au sein du département de la Justice. Selon les informations obtenues par le journal, plusieurs procureurs voulaient que HBSC plaide coupable et reconnaisse ainsi qu'elle avait violé la loi qui l'obligeait à informer les autorités de l'existence de transactions supérieures à 10 000 dollars identifiées comme douteuses. Cela aurait dû entraîner le retrait de la licence bancaire et la fin des activités de HSBC aux Etats-Unis. Après plusieurs mois de discussion, une majorité de procureurs prit une autre voie et décida qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre la banque pour activités criminelles car il fallait éviter sa fermeture. Il convenait même d'éviter de trop ternir son image. [5] L'amende mineure de 1,9 milliard de dollars est assortie d'une sorte de période de probation : si, entre 2013 et 2018, les autorités ont la preuve qu'HSBC n'a pas mis fin définitivement aux pratiques qui ont entraîné la sanction (ce n'est pas une condamnation), le département de la Justice pourrait envisager de rouvrir le dossier. Bref, la mesure peut être résumée par : « *Vilain garnement, file-nous une semaine de ta paie et qu'on ne t'y reprenne pas pendant 5 ans* ». Nous avons bien là un exemple évident de la formule « *trop grande pour être condamnée* ».

Combien de milliards une banque doit-elle blanchir avant qu'on considère la possibilité de la fermer ?
En juillet 2013, lors d'une commission sénatoriale qui portait sur l'affaire HSBC, Elizabeth Warren, une sénatrice démocrate de l'Etat du Massachusetts, a mis sur le grill David Cohen, représentant le ministère des Finances, au sein duquel il occupe le poste de sous-secrétaire responsable de la lutte

contre le terrorisme et l'espionnage financier. Elle a tenu grosso modo les propos suivant : « *Le gouvernement des Etats-Unis prend très au sérieux le blanchiment d'argent (…). Il est possible de fermer une banque qui s'est engagée dans le blanchiment d'argent, des individus peuvent se voir interdire un métier ou une activité dans la finance, et quelqu'un peut être envoyé en prison. Or en décembre 2012, HSBC… a avoué avoir blanchi 881 millions $ des cartels mexicains et colombiens de la drogue, la banque a également admis avoir violé les sanctions. HSBC ne l'a pas fait qu'une seule fois, elle l'a fait de manière répétée. HSBC a payé une amende mais aucun individu n'a été banni du métier bancaire et on n'a pas entendu parler d'une possible fermeture des activités de HSBC aux Etats-Unis. Je voudrais que vous répondiez à la question suivante :* ***combien de milliards de dollars une banque doit-elle blanchir avant qu'on considère la possibilité de la fermer ?*** » Le représentant du Trésor a botté en touche en disant que le dossier était trop complexe pour émettre un avis. [6] La sénatrice a poursuivi en déclarant que lorsqu'un petit vendeur de cocaïne est pincé, il se retrouve pour des années en prison tandis qu'un banquier qui blanchit des centaines de millions de dollars de la drogue peut rentrer tranquillement chez lui sans rien craindre de la justice. Cet extrait de l'audience est disponible en vidéo et vaut la peine d'être visionné. [7]

Stephen Green, patron de HSBC (2003-2010) devenu ministre britannique du Commerce (2011-2013), une figure emblématique

La biographie de Stephen Green constitue une illustration vivante de la relation symbiotique entre la finance et le gouvernement. Cela va même plus loin car il ne s'est pas contenté de servir au mieux les intérêts du grand capital, en tant que banquier puis ministre, il est également prêtre de l'église officielle anglicane et a écrit deux livres sur l'éthique et les affaires, dont un est intitulé « Servir Dieu ? Servir Mammon ? ». [8]Le titre du livre renvoie notamment au nouveau testament : « *Aucun homme ne peut servir deux maîtres : car toujours il haïra l'un et aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon* ». [9] Mammon représente la richesse, l'avarice, le profit, le trésor. On retrouve ce mot en araméen, en hébreu, en phénicien. Parfois Mammon est assimilé à Satan. Quant à Stephen Green, il est honoré par les plus hautes autorités universitaires et est manifestement intouchable.

Passons en revue quelques éléments de sa biographie. Il commence sa carrière au ministère britannique du Développement d'outremer, puis il passe dans le privé et travaille pour le consultant international McKinsey. En 1982, il est engagé par HSBC (Hong Kong Shanghai Banking Corporation), la principale banque britannique, et y occupe rapidement des fonctions à haute responsabilité. Finalement, en 2003, il devient directeur exécutif de HSBC et, en 2006, il accède à la présidence du groupe où il reste jusque 2010.
Les accusations qui sont portées par les autorités américaines en matière de blanchiment de 881 millions de dollars de l'argent des cartels de la drogue et d'autres organisations criminelles portent sur la période 2003-2010. Selon le rapport de 334 pages rendu public par une commission du Sénat américain en 2012, Stephen Green, dès 2005, est informé par un employé de la banque que des mécanismes de blanchiment ont été mis en place dans HSBC au Mexique et que de multiples opérations douteuses ont lieu. Toujours en 2005, l'agence financière Bloomberg basée à New York accuse HSBC de blanchiment d'argent de la drogue. Stephen Green répond qu'il s'agit d'une attaque irresponsable et sans fondement qui met en cause la réputation d'une grande banque internationale au-dessus de tout soupçon. En 2008, une agence fédérale des Etats-Unis communique à Stephen Green que les autorités mexicaines ont découvert l'existence d'opérations de blanchiment réalisées par HSBC Mexique et une de ses filiales dans un paradis fiscal de la Caraïbe (« Cayman Islands Branch »). L'agence ajoute que cela peut impliquer une responsabilité pénale pour HSBC. [10] A partir de ce moment, les autorités états-uniennes de contrôle adressent à la direction de la banque, de manière répétée, des avertissements, souvent assez mous en regard de la gravité des faits. Cette dernière promet de modifier son comportement mais, en réalité, les pratiques criminelles se

poursuivent. Finalement, les avertissements sont suivis en octobre 2010 d'une mise en demeure d'arrêter les pratiques délictuelles. [11] Fin 2012, après la présentation publique du rapport de la commission sénatoriale et des mois de débat entre différentes agences de sécurité des Etats-Unis, une amende de 1,9 milliard de dollars est imposée à HSBC.

Stephen Green est bien placé pour savoir ce que faisait la banque au Mexique, dans les paradis fiscaux, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis car, en plus de conduire l'ensemble du groupe HSBC, il a dirigé par le passé HSBC Bermuda [12] (établie dans un paradis fiscal), HSBC Mexique, HSBC Moyen-Orient. Il a également été président de HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA et de HSBC Amérique du Nord Holdings Inc.

Stephen Green, prêtre et président de HSBC
Lorsque le public apprend dans le courant de l'année 2012 que HSBC va devoir probablement payer une forte amende aux Etats-Unis pour blanchiment de l'argent des cartels de la drogue, Stephen Green n'est plus le grand patron d'HSBC, il est ministre du gouvernement conservateur-libéral conduit par le premier ministre David Cameron.

Petit retour en arrière pour constater que le timing suivi par Stephen Green a été parfait. Du grand art. En février 2010, il publie le livre intitulé *La juste valeur : Réflexions sur la monnaie, la moralité et un monde incertain*. Le livre est présenté ainsi au grand public : « *Est-ce que quelqu'un peut être à la fois une personne éthique et un homme d'affaires efficace. Stephen Green, à la fois prêtre et président de HSBC, le pense.* » [13] On notera évidemment que la « *personne éthique et l'homme d'affaires efficace* » sont identifiés au « *prêtre et président de HSBC* ». La publicité est cousue de fil blanc. A la même époque, il reçoit le titre de docteur honoris causa octroyé par la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres.

En octobre 2010, pour la deuxième fois depuis 2003, la justice des Etats-Unis met en demeure HSBC d'arrêter ses activités criminelles. Le public n'est pas au courant. Il est grand temps pour Stephen Green de quitter le navire. Le 16 novembre 2010, à la demande de David Cameron, il est anobli par la Reine d'Angleterre et devient le « baron » Stephen Green de Hurstpierpoint du Comté du Sussex occidental. Cela ne s'invente pas. Pour un businessman qui a permis de blanchir l'argent des « barons » de la drogue, c'est une belle promotion. A ce titre, il devient membre de la Chambre des Lords le 22 novembre 2010. Vous liriez cela dans un polar, vous vous diriez sans doute que l'auteur exagère.

En décembre 2010, il démissionne de la présidence de HSBC et, en février 2011, il devient ministre du Commerce et de l'Investissement. [14] A ce titre, il met son savoir-faire au service du patronat britannique avec lequel il entretient des relations très fructueuses et étroites puisqu'il occupe depuis de mai 2010 le poste de vice-président de la Confédération de l'industrie britannique. Il joue aussi un rôle important dans la promotion de Londres qui se prépare à accueillir les Jeux Olympiques en juillet 2012. C'est le mois au cours duquel une commission du Sénat des Etats-Unis remet son rapport sur l'affaire HSBC. Stephen Green refuse de répondre à des questions des membres de la chambre des Lords concernant son implication dans ce scandale. Il est protégé par le président du groupe des Lords conservateurs qui explique qu'un ministre n'a pas à venir s'expliquer devant le Parlement pour des affaires étrangères à son ministère. [15]

David Cameron a affirmé en 2013 que Lord Green a réalisé un "superbe job" en intensifiant les efforts du gouvernement britannique pour renforcer les exportations britanniques, pour faire avancer les traités commerciaux et notamment le traité transatlantique entre l'Union européenne et les Etats-Unis. [16] Lord Green a beaucoup œuvré pour augmenter les ventes d'armes britanniques sur les marchés mondiaux. Il a terminé son mandat de ministre en décembre 2013 et dédie son précieux temps à donner des conférences (certainement très bien rémunérées) et à recevoir les

faveurs que lui prodiguent de multiples autorités académiques.

Sa carrière n'est certainement pas terminée. Son hypocrisie n'a pas de limites. En mars 2009, alors que HSBC était totalement impliqué dans le blanchiment de l'argent d'organisations criminelles, il a le culot de déclarer lors d'une conférence de presse à propos des responsabilités dans la crise qui a commencé en 2007-2008 : « *Ces évènements nous ramènent à la question de l'éthique du secteur financier. C'est comme si, trop souvent, les responsables ne se demandaient plus si leur décision est correcte et ne s'occupaient plus que de sa légalité et de sa conformité aux règlements. Il faut que le secteur retrouve ce sens de ce qui est éthiquement correct comme moteur de ses activités.* » [17] C'est ainsi que Stephen Green, gredin et requin au-dessus des lois, s'adresse à des larbins qui vont s'empresser de répercuter ses bonnes paroles dans la grande presse. En février 2015, la revue de l'honorable Institut Royal des Affaires Internationales a publié, une longue interview de Lord Green afin de mettre en valeur sa grande connaissance du monde. Cela fait partie de la propagande dont bénéficie ce bandit de la haute. Le titre de l'interview annonce le contenu publicitaire de l'exercice de communication : « *Un ancien président de HSBC, germanophile durant toute sa vie et chrétien convaincu, Lord Green of Hurstpierpoint parle du futur de l'eurozone, des cathédrales désertées et de ce qui préoccupe les leaders chinois* ». [18] L'intervieweur ne lui a pas posé de question sur l'évasion fiscale organisée par HSBC et sur le blanchiment de l'argent de la drogue... Est-ce un oubli ?

Conclusion

Green et tous ceux qui ont organisé le blanchiment d'argent au sein de HSBC doivent répondre de leurs actes en justice et être condamnés sévèrement avec privation de liberté et obligation de réaliser des travaux d'utilité publique. HSBC devrait être fermée et la direction licenciée. Ensuite, le mastodonte HSBC devrait être divisé sous contrôle citoyen en une série de banques publiques de taille moyenne dont les missions devraient être strictement définies et exercées dans le cadre d'un statut de service public.

Eric Toussaint

P.-S.

* http://cadtm.org/SwissLeaks-HSBC-Les-barons-de-la

* Eric Toussaint, auteur de Bancocratie (Editions Aden, Bruxelles, 2014), maître de conférence à l'université de Liège, est porte-parole du CADTM international et est membre du conseil scientifique d'ATTAC France.

Notes

[1] Voir la première partie de cette série : « Les banques et la nouvelle doctrine Too Big to Jail », publié le 9 mars 2014, http://cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle ; « États-Unis : Les abus des banques dans le secteur immobilier et les expulsions illégales de logement », publié le 4 avril 2014, http://cadtm.org/Etats-Unis-Les-abus-des-banques . Le présent article est une reprise de la partie 3 de la Série : Les banques et la doctrine « trop grandes pour être condamnées », publiée le 14 avril 2014, http://cadtm.org/Les-barons-de-la-banque-et-de-la

[2] Voir son site official : http://www.hsbc.com/about-hsbc

[3] HSBC a également collaboré avec une banque saoudienne identifiée comme participant au financement d'Al Qaida. Par ailleurs, la justice américaine a également accusé la banque d'avoir permis à des pays mis sous embargo ou soumis à d'autres types de sanctions de réaliser des opérations financières et commerciales.

[4] Matt Taibbi, « Gangster Bankers : Too Big to Jail. How HSBC hooked up with drug traffickers and terrorists. And got away with it », 14 février 2013, http://www.rollingstone.com/politics/news/gangster-bankers-too-big-to-jail-20130214

[5] IHT, "HSBC to pay $1.92 billion over money laundering", 12 décembre 2012

[6] Voir http://www.huffingtonpost.com/2013/03/07/elizabeth-warren-hsbc-money-laundering_n_2830166.html ainsi que http://www.ianfraser.org/hsbcs-drugs-money-laundering-settlement-a-mockery-of-justice-says-sen-warren/

[7] Voir la vidéo de 5 minutes : http://www.youtube.com/watch?v=fKvGXF7pZAc

[8] Stephen Green, Serving God ? Serving Mammon ?, Marshall Pickering, 1996, 137 pages. http://books.google.be/books/about/Serving_God_Serving_Mammon.html?id=Mmn_AAAACAAJ&redir_esc=y Voir la recension dithyrambique dans une revue anglicane : http://www.e-n.org.uk/p-212-Serving-God-Serving-Mammon.htm Cette recension se termine par une perle : "For the Christian the markets represent temptation in one of its most powerful forms ; money, wealth, and then power are fairly freely accessible and are attained by many. For some the temptation is too much, for others who keep their eye on that greater treasure in heaven, the markets are also a place where a Christian witness can be maintained ; honesty and integrity can be seen to work. Why, argues the author, should financial markets be left to non-Christians ? The pressures of work are often so great that traders retire very early, often after accumulating considerable wealth. This given opportunities for Christian service later in life. This book will be useful for young Christians considering a career in the City of London, and weighing up various moral dilemmas in the light of Scripture. Not all are equipped to face these temptations."

[9] Nouveau Testament, Evangile de Matthieu, 6:24

[10] Ned Simons, « HSBC : Stephen Green Accused Of Hiding From Scandal », The Huffington Post UK, 20 juillet 2012, http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/07/20/hsbc-scandal-stephen-green-hiding_n_1688622.html et, l'article déjà mentionné de Matt Taibbi, « Gangster Bankers : Too Big to Jail. How HSBC hooked up with drug traffickers and terrorists. And got away with it », 14 février 2013, http://www.rollingstone.com/politics/news/gangster-bankers-too-big-to-jail-20130214

[11] Un « cease-and-desist order » est un ordre donné à une personne, une entreprise ou une organisation par un tribunal ou une agence du gouvernement des Etats-Unis afin de stopper une activité considérée comme dommageable et/ou contraire à la loi. Le premier « cease-and-desist order » remonte aussi loin qu'avril 2003 et concerne des comptes bancaires servant à des financements d'organisations terroristes dont Al Qaida.

[12] http://en.wikipedia.org/wiki/Bank_of_Bermuda et le site officiel de la banque HSBC aux Bermudes http://www.hsbc.bm/1/2/

[13] Stephen Green, Good Value : Reflections on Money, Morality and an Uncertain World, Grove Press, 2010, 256 pages
« Can one be both an ethical person and an effective businessperson ? Stephen Green, an ordained priest and the chairman of HSBC, thinks so. » in
http://www.goodreads.com/book/show/8145234-good-value

[14] Stephen Green annonce que sa charge de ministre ne sera pas rémunérée. Il faut dire que lorsqu'il était président d'HSBC sa paie annuelle s'élevait à 25 millions de livres sterling (41 millions $ ou 30 millions € au taux de change de février 2014) et qu'il a d'autres sources de revenus.

[15] Voir l'article déjà cité de Ned Simons, « HSBC : Stephen Green Accused Of Hiding From Scandal »,
The Huffington Post UK, 20 juillet 2012,
http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/07/20/hsbc-scandal-stephen-green-hiding_n_1688622.html
Voir aussi : The Guardian, « Lord Green 'regrets' HSBC scandal but still refuses to answer questions. Trade minister breaks silence over money laundering scandal that took place while he was running the bank », 24 juillet 2012,
http://www.theguardian.com/business/2012/jul/24/lord-green-hsbc-scandal

[16] The Telegraph, Lord Green to retire after reforming UKTI, 19 juin 2013,
http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/banksandfinance/10130551/Lord-Green-to-retire-after-reforming-UKTI.html « Selon le Premier Ministre, l'ancien patron d'HSBC, Lord Green, aurait accompli un travail remarquable quand il avait amené le gouvernement à se concentrer sur l'exportation et à conclure des partenariats de commerce, dont celui entre l'UE et les États-Unis, et qu'il avait obtenu des investissements essentiels, notamment la reconversion de la centrale de Battersea. »

[17] The Independent, « HSBC in bid to raise £12.5bn », 9 mars 2009,
http://www.independent.co.uk/news/business/news/hsbc-in-bid-to-raise-pound125bn-1635307.html

[18] Le titre de l'interview est apologétique : « A former chairman of HSBC, lifelong Germanophile and committed Christian, Lord Green of Hurstpierpoint talks about the future of the eurozone, empty cathedrals and what makes Chinese leaders anxious ». Dans l'interview, Stefen Green glose une fois de plus sur le sens des vlaueurs et des responsabilités : « It's important to approach business life with a sense of values and responsibility : you can't conclude that banking is off limits. It would imply that banking is intrinsically an evil domain of activity and no self-respecting person should be in it. That's nonsense. »
http://www.chathamhouse.org/publication/interview-stephen-green